LA BALEINE

DEPUIS 1971

N° 183 / Mars 2016 / 3€20

DOSSIER

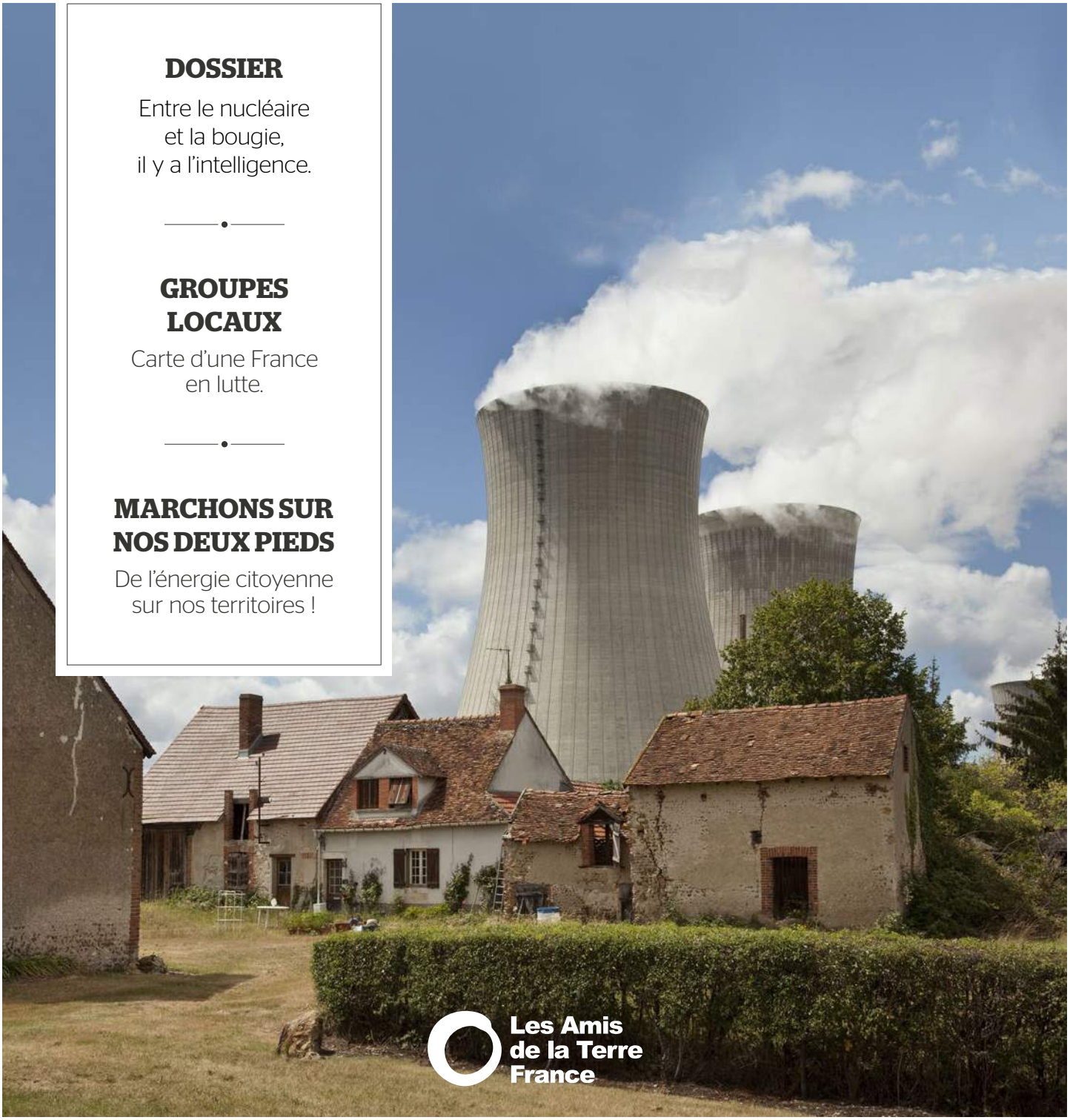
Entre le nucléaire
et la bougie,
il y a l'intelligence.

GROUPES LOCAUX

Carte d'une France
en lutte.

MARCHONS SUR NOS DEUX PIEDS

De l'énergie citoyenne
sur nos territoires !



L'action au service de la stratégie

L'année 2015 vient de se terminer. Elle nous a demandé une énergie folle car l'enjeu était de taille : réussir la mobilisation lors de la COP 21 et dénoncer l'accord qui serait pris à Paris car il ne pouvait pas être à la hauteur des enjeux et de l'urgence climatique. Les faits nous ont donné raison.

Il ressort une chose de cet accord de Paris : il a acté qu'il fallait rester en dessous de la barre des 2°C voire des 1,5°C. Cette décision, même si elle n'est pas accompagnée des mesures capables de l'atteindre, nous donne toute la légitimité pour déployer nos actions. Nos décideurs ne sont pas capables de mettre en place le changement radical de nos modes de consommation, de production et de distribution. C'est donc à nous qu'il appartient de bouleverser les rapports de force pour réussir à changer la donne.

Le contexte post-attentats et l'état d'urgence ont redéfini à la dernière minute le cadre dans lequel devaient se tenir nos actions et nous ont obligé à totalement redéfinir nos plans et notre stratégie. Pour les Amis de la Terre France, la mobilisation à Paris de notre fédération internationale dans ce contexte n'était pas simple. Le défi a pourtant été relevé et haut la main ! Chaîne humaine, Prix Pinocchio du climat, solutions cop21, village des alternatives, l'action Climate Justice Peace, les lignes rouges et le rassemblement sur le champ de Mars n'en ont été que les moments les plus forts et les plus visibles... Au final, plus de 3 000 membres des Amis de la Terre étaient présents à Paris.

La mobilisation a atteint un objectif : on y a senti les prémisses d'un mouvement pour la justice climatique. 2016 est donc l'année cruciale pour son amplification et éviter qu'elle ne retombe comme un soufflé. De plus, nous devons réfléchir collectivement aux formes que doit prendre ce mouvement. Comment faire prendre conscience largement de l'anormalité de la situation actuelle ? Comment permettre l'engagement créatif et efficace pour changer la donne ?

Les Amis de la Terre France prennent leur part de responsabilité face à ces enjeux. Notre force et notre spécificité nous permettent d'y apporter notre plus-value : l'action au service de la stratégie.

Les stratégies développées par les Amis de la Terre France nous permettent de gagner des victoires à toutes les échelles, des états aux multinationales en passant par les banques et les luttes locales. Une articulation fine entre le plaidoyer, la sensibilisation et les actions directes non-violentes permet de faire bouger les rapports de force et d'obtenir des victoires qu'on n'imaginait pas possibles.

2016 sera aussi une année stratégique pour renforcer les luttes locales d'ampleur nationale. Notre Dame des Landes, emblème des dysfonctionnements de notre système cristallise les débats, et la mobilisation contre Cigéo à Bure prend une nouvelle dynamique.

Bure, le talon d'achille du nucléaire est au cœur de notre Baleine et de son dossier sur le nucléaire. Notre Assemblée Fédérale s'est tenue en 2015 à la maison de la résistance et de plus en plus de militants viennent habiter les lieux et la région. La non acceptation généralisée de ces projets les plus fous démontre le franchissement d'un seuil de saturation des citoyens.

Cette volonté d'agir doit être associée à une efficacité en terme de résultats. C'est pour cela que les Amis de la Terre France vont développer de plus en plus de formations à la stratégie en 2016. Venez nous rejoindre et démultipliez votre possibilité de peser sur les décideurs et d'obtenir des transformations à tous les niveaux. Le camp d'été que nous allons organiser sera le temps fort de ces formations et permettra à toute notre fédération d'échanger et de participer à la construction de nos stratégies.

Bien sûr, notre vision et position pour des sociétés soutenables ne font pas de notre association une simple organisation de contestation, mais la place bien comme étant force de proposition et de construction des alternatives.

Nous sommes très présents et actifs au sein du collectif pour une transition citoyenne. Cette année, la journée de la transition prend une nouvelle forme et une nouvelle dimension. C'est une multitude de projets concrets qui vont s'impulser à cette occasion le 24 septembre.

REJOIGNEZ-NOUS ET PASSEZ À L'ACTION.
LE MOMENT EST STRATÉGIQUE ET NOTRE ORGANISATION EST EN ORDRE DE MARCHE.

Florent Compain
Président des Amis de la Terre France

SOMMAIRE

Le Courrier de la Baleine n°183
Mars 2016
n°CPPAP :
0317 G86222 – ISSN 1969 – 9212
Dans ce numéro, les adhérents
des Amis de la Terre France
trouveront l'appel à don
« NUCLEAR - UNCLEAR »
et le rapport d'activité 2015.

Directeur de la publication :
Florent Compain
Rédacteur en chef et directeur artistique :
Pierre Sagot
Rédacteurs (hors dossier) :
Sylvain Angerand, Florent Compain,
Énergie Partagée, Malika Peyraut, Pierre Sagot,
les groupes locaux Amis de la Terre Drôme,
Gironde, Haute-Savoie, Val d'Oise.
Rédacteurs (dossier) :
Corinne François, Marie-Christine Gamberini
signataire de l'Appel des Femmes pour l'Arrêt
Immédiat du Recours à l'Energie Atomique,
Mathieu Le Dû ingénieur de recherche pour
Virage Energie Nord-Pas-de-Calais, Xavier
Rabilloud du Réseau « Sortir du Nucléaire »,
Xavier Sol de Counter Balance, Stop Bure 55.
Communication, relations presse :
Pierre Sagot, communication@amisdelaterre.org
09 72 43 92 65
Graphisme et maquette :
Aurélien Dovillez, dovillez@gmx.com
Impression :
Sur papier recyclé Offset Igloo 120g/m²
avec encres végétales : STIPA, stipa.fr
Crédits photos :
Couverture : Micha Patault / Greenpeace
Page 4 - 5 : José Bautista
Page 9 : Micha Patault / Greenpeace
Page 10 : Réseau Sortir du Nucléaire
Page 11 : José Bautista, Réseau Sortir du Nucléaire,
Pierre Gleizes / Greenpeace
Page 12-13 : Benoît Facchi,
Micha Patault / Greenpeace
Page : 14-15 : Infographie - Aurélien Dovillez
pour les Amis de la Terre France
Page 17 : Friends of the Earth Europe
Page 20 : Friends of the Earth International

Les Amis de la Terre France
Mundo-M, 47 avenue Pasteur
93100 Montreuil
france@amisdelaterre.org
01 48 51 32 22
www.amisdelaterre.org

4 **L'ACTU DU TRIMESTRE**
Découvrez les grandes dates qui nous rassembleront cette année !

6 **DU CÔTÉ DES LUTTES LOCALES**
Tour de France qui, face au « non-sens », organise la résistance.

9 **DOSSIER**
Nucléaire, stop au rafistolage !

18 **MARCHONS SUR NOS DEUX PIEDS**
Tour de France des projets vertueux d'énergie citoyenne.

L'ACTU DU TRIMESTRE

2016, LA JUSTICE CLIMATIQUE EN MOUVEMENT

Aux foreuses, opposons nos résistances déterminées et non-violentes. Aux pelleteuses, nos imaginations. A l'érosion du vivre-ensemble, rappelons que c'est un modèle entier de société que nous proposons, plus juste, plus humain et en paix. L'année sera marquée par la crise économique et financière, la pression migratoire, la poursuite de solutions techniques démesurées et dangereuses, les dérives sécuritaristes et la course aux présidentielles de 2017. A nous d'y insuffler de l'espoir. De montrer que des alternatives sont possibles.

- Actions dans les magasins contre l'obsolescence programmée.

7 au 26
Assemblées générales des banques et entreprises et semaine de mobilisation contre les fossiles « Breakfree ».

- Camp climat des Amis de la Terre France : une occasion unique et joyeuse de se former à la stratégie, à l'action non-violente, aux campagnes... et d'échanger avec des membres de tout le réseau !

- Les Prix Pinocchio reviennent avec un nouveau format, pour dénoncer toujours mieux et avec toujours plus d'humour les ravages causés par certaines entreprises.

MARS | AVRIL | MAI | JUIN | ÉTÉ | OCT. | NOV.

5 au 7
Blocage du salon international sur le pétrole et le gaz offshore MCE Deepwater Development.

Marche des « 200 000 pas » à Bure contre le centre d'enfouissement nucléaire.

Mobilisation commune contre l'EPR de Flamanville, l'occasion de rappeler que nous ne voulons pas du nucléaire et de son monde.

Pour cela, il faudra continuer nos résistances. À commencer par rappeler aux gouvernements signataires de l'Accord de Paris que, pour répondre à l'objectif de limiter l'augmentation de la température globale en deçà de 1,5 °C, ils leur font parvenir à la fin des énergies fossiles sans recourir à de fausses solutions comme le nucléaire, ou à des accords commerciaux qui saperaient tous nos efforts comme le Tafta.

Quant aux acteurs privés comme les banques françaises ou les multinationales comme Total, EDF ou Engie, nous continuerons d'empêcher la poursuite de leurs activités climaticides, ici ou ailleurs. Ensemble, en alliant plaidoyer et mobilisation, nous soutiendrons des luttes qui deviendront des victoires : l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes, le centre d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, les gaz de schiste en France et en Patagonie, les centrales à charbon de Vado Ligure (Italie), Hazelwood (Australie), la mine à charbon El Cerrejon (Colombie), le torchage du gaz (Nigéria)...

En parallèle, il faudra consolider nos alternatives. Nous continuerons à repenser nos modes de production et de consommation en donnant une seconde vie à nos produits, en résistant à l'obsolescence programmée et à la surconsommation. Aux côtés de ceux qui sont touchés par les conséquences du système d'exclusion, nous travaillerons à lutter contre la précarité énergétique. Nous continuerons de soutenir les luttes locales pour un autre modèle énergétique, comme à l'Ile de Sein, et de montrer qu'une autre finance, plus responsable, est possible.

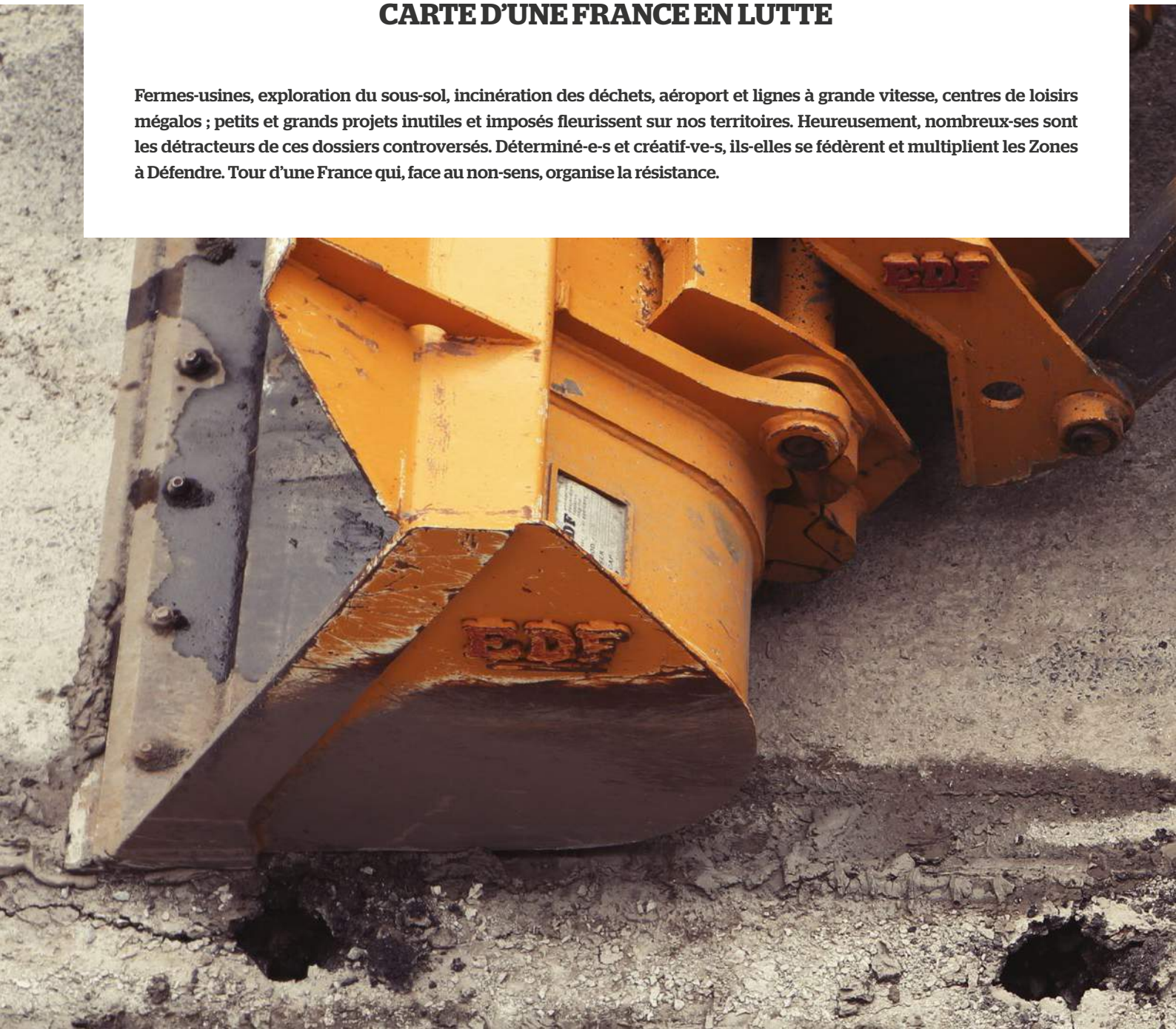
Au niveau local, partout dans les territoires fleurissent des mobilisations et de nouvelles propositions concrètes. Profitons de cette année pour nous enrichir, nous renforcer, nous former et résister ensemble, déterminés et confiants. S'ils ont la force, nous avons le nombre.

Malika Peyraut
Amis de la Terre France

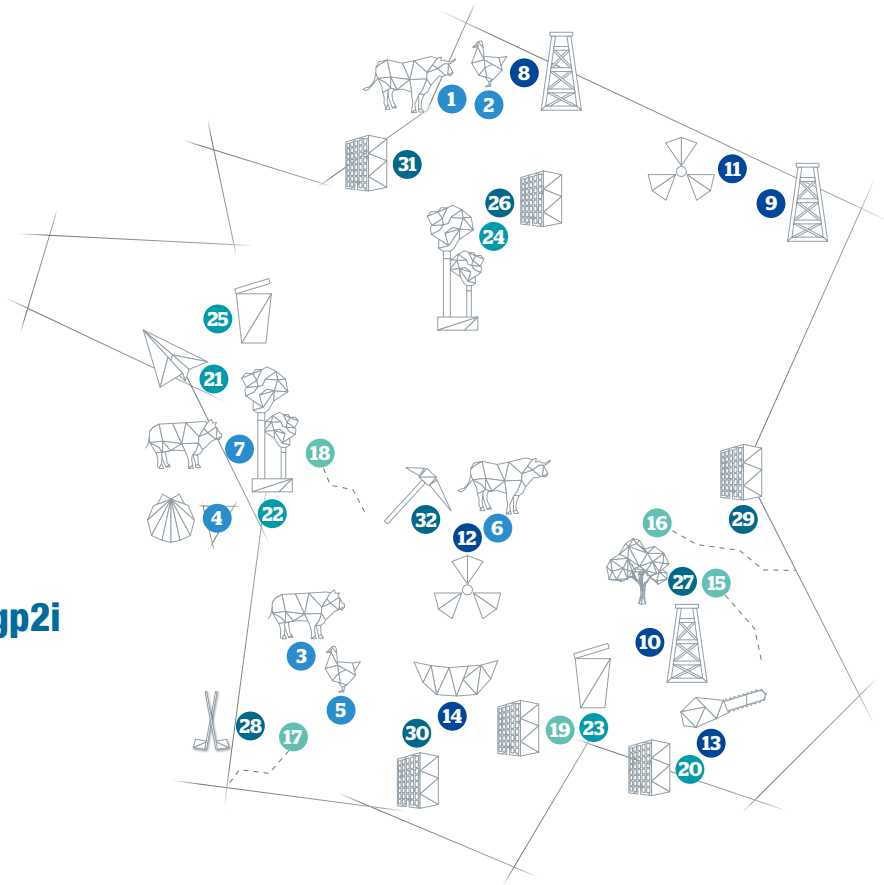
DU CÔTÉ DES LUTTES LOCALES

CARTE D'UNE FRANCE EN LUTTE

Fermes-usines, exploration du sous-sol, incinération des déchets, aéroport et lignes à grande vitesse, centres de loisirs mégalos ; petits et grands projets inutiles et imposés fleurissent sur nos territoires. Heureusement, nombreux-ses sont les détracteurs de ces dossiers controversés. Déterminé-e-s et créatif-ve-s, ils-elles se fédèrent et multiplient les Zones à Défendre. Tour d'une France qui, face au non-sens, organise la résistance.



DES **DÉTAILS**
SUR CHAQUE **PROJET**
SONT À **RETROUVER**
SUR : **amisdelaterre.org/gp2i**



ALIMENTATION

1. La « ferme des 1000 vaches », un symbole de l'industrialisation de l'agriculture.
2. Un poulailler géant de 250 000 gallinacés qui ne verront ni le jour, ni la terre.
3. Le projet d'extension en « méga-porcherie » d'un élevage de cochons.
4. En route vers des usines à huîtres génétiquement modifiées ?
5. Des millions de poulets en batterie sur cinq sites d'élevage dans le Gers.
6. Une ferme-usine pour engraisser 1 400 veaux à l'année, en lien avec la filiale viande d'Intermarché.
7. Une « méga-usine à porcelets », et la crainte des algues vertes en Vendée.

ÉNERGIE

8. Des forages pour l'exploration et l'exploitation de gaz de schiste et de couche à Avion et Divion ?
9. Gaz de couche en Moselle Est : ils forent déjà !
10. Total retrouve son permis de Montélimar et le droit d'explorer le sous-sol d'une zone étendue sur 5 départements.
11. Le centre de stockage de Bure, un « cimetière » pour enterrer 100 000 m^3 de déchets hautement radioactifs et à vie longue.
12. Le centre d'enfouissement de déchets nucléaires du Longy (19) pour enterrer les résidus d'exploitation d'une ancienne mine d'uranium.
13. 855 000 tonnes de bois par an ; une ressource colossale que souhaite « brûler » le groupe allemand E.ON dans sa méga-centrale.
14. Sivens, un barrage démesuré pour irriguer du maïs.

TRANSPORT

15. A51 : une autoroute traversant et menaçant des milieux naturels remarquables.
16. Liaison Lyon-Turin, une aberration à 30 milliards d'euros.
17. Une LGV pour « gagner » quelques minutes.
18. La liaison Poitiers-Limoges reconnue d'inutilité publique.
19. Le projet de gare TGV de La Mogère en zone inondable !
20. Le projet de Terminal de Transport Combiné de Mourepiane (TTCM).
21. Notre-Dame des Landes, Zone A Défendre - Tritons crété-s contre béton armé.

DÉCHETS

22. 85 000 tonnes par an de déchets ménagers et 12 000 tonnes par an de déchets encombrants, voilà le projet de méga-incinérateur d'Echillais.
23. 80 000 tonnes de déchets ménagers s'entassent chaque année dans la décharge de Castries ; et il faudrait en accueillir plus...
24. L'Incinérateur Ivry-Paris 13 : l'accompagnement des citoyens ne devrait-il pas être préféré à la construction d'une usine polluante ?
25. Une décharge géante dans la forêt mythique de Brocéliande.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

26. Non à EUROPACITY et à son monde, symbole de la société d'hyper-consommation !
27. Roybon, un village vacances « Center Parc » artificialisant 202 hectares de zone humide.
28. Un projet de parc aquatique avec vague artificielle pour « surfers d'intérieur » et un golf sur des terres fertiles propices au maraîchage.
29. Sur la presqu'île d'Albigny, un projet de centre de congrès qui bafoue la loi littoral et dénature sur le lac d'Annecy.
30. Val Tolosa, le centre commercial mégalomaniaque sur près de 15 000 m^2.
31. La vieille ferme des Bouillons a failli disparaître pour laisser la place à une grande surface de plus sur les hauteurs de Rouen.
32. Le Limousin saisi de fièvre contre les projets de mine d'or.

Non à EuropaCity et à son monde !

EuropaCity, dans l'esprit de ses concepteurs (Auchan via sa branche immobilière), c'est LE complexe « ludo-touristico-commercial » du futur. Il est vu comme un pôle d'attraction international : 31 millions de visiteurs par an (14,2 à Disneyland Paris), 230 000 m² de surface commerciale, 500 boutiques, 2 700 chambres d'hôtel, un parc aquatique, un cirque, des montagnes russes, un immense parc à neige (3 fois celui de Dubaï). Son ambition n'est rien moins que « d'accompagner l'évolution de nos modes de vies ».

EuropaCity, c'est surtout la destruction des dernières terres agricoles proches de Paris, parmi les plus fertiles d'Europe. Pourtant, en un peu plus de dix ans, l'Île-de-France a perdu 71 % de ses exploitations maraîchères. Chaque année c'est environ 1 200 ha de terres agricoles qui disparaissent en cette région qui ne produit plus que 1,6% des produits alimentaires qu'elle consomme !

Rien n'ébranle la détermination d'Auchan et avec lui l'EPA Plaine de France, le Conseil Départemental, le préfet de région. Ils rêvent d'un monde sans limites où la consommation, le tourisme international, les voyages d'affaires, croissent dans une logique de compétition entre mégapoles. Ils n'ont rien compris des rapports du GIEC, la COP21 leur a glissé dessus et ils poursuivent leur chimérique croissance économique.

Messieurs les aménageurs, laissez-nous choisir « l'évolution de nos modes de vie » et tant pis si nos choix portent sur l'échange et le partage, sur la réappropriation de notre temps, sur moins de biens et plus de liens... bref, rien que des choses pas commerciales.

Les Amis de la Terre
Val d'Oise

À Annecy, non au centre de congrès qui altère le lac

Les élus de la Communauté d'Agglomération d'Annecy, sans consulter les habitants, ont décidé de faire construire un Centre d'Exposition, de Séminaires et de Congrès sur le rivage du lac d'Annecy.

« Fragment de paysage ouvert sur le lac à l'architecture qualitative, respectueuse et innovante », telle est sa présentation. Face à la maquette du projet, nous ne voyons pourtant qu'une colline de béton de 9 m de haut et de 150 m de long dénaturant un lieu bucolique offrant un des plus beaux points de vue sur le lac.

Méprisant la loi Littoral, déniant la réalité économique peu favorable, minimisant l'impact budgétaire très élevé sur les finances publiques locales, le président de la Communauté d'agglomération d'Annecy (C2A) (maître d'œuvre) et le maire d'Annecy le Vieux (commune où il serait construit) continuent d'imposer ce projet à la population dont une très grande partie ne cesse de le contester.

Du 11 au 24 janvier 2016, une enquête publique a été ouverte et... fortement relayée. Il fallait que le public donne son avis. Plus de 1 000 observations ont été portées, sur 17 registres de 50 pages. Les commissaires-enquêteurs vont avoir de quoi s'occuper.

Depuis 5 ans de lutte, notre détermination est plus forte que jamais !

Les Amis de la Terre
Haute-Savoie

Toujours plus (de porcs) dans toujours moins (d'espace)...

En 2014, une demande d'extension d'une porcherie à Saint-Symphorien a été déposée. Déjà estampillée ferme-usine avec 7 000 cochons mal-élevés, le projet en entasserait 5 000 de plus !

L'opposition à cette méga-porcherie, c'est l'expression d'un ras-le-bol croissant contre une dérive lourde de l'agriculture d'aujourd'hui. Ici et là naissent des projets d'élevage et de maraichage démesurés et hyper-spécialisés. Avec comme conséquences, la souffrance animale et la malbouffe.

Mais un tel projet pose aussi la question des surfaces d'épandages des lisiers qui eux aussi passeraient de 400 à 1 000 ha. La commission d'enquête publique en 2014 terminait son avis de la manière suivante : « le commissaire enquêteur estime que le projet d'extension de l'élevage et du plan d'épandage n'est pas compatible avec les enjeux prioritaires de ce territoire en matière de qualité de la ressource en eau et de protection des milieux aquatiques ».

La Préfecture doit rendre son verdict d'ici fin mars sur ce projet qui menace un vaste territoire comprenant des espaces aussi sensibles que le bassin d'Arcachon ou la vallée du Ciron.

Les Amis de la Terre
Gironde

Montélimar, le permis de trop. Laissons les fossiles dans le sol !

Sommes-nous vraiment protégés en France d'une exploration et exploitation des gaz et pétrole de schiste ? Côté pile, le oui l'emporte puisque la fracturation hydraulique, seule technique à ce jour éprouvée, est interdite en France par la loi du 11 juillet 2011.

Mais côté face, la loi est plus qu'ambiguë : si elle légifère sur « le fracking », elle reste évasive sur la nécessité de laisser les fossiles dans le sol. Résultat, 54 permis de recherche d'hydrocarbures dits « conventionnels » sont en cours sur notre territoire.

Et depuis peu, un nouveau : Total vient de récupérer son permis de recherche d'hydrocabures (dit de « Montélimar »).

Combien de compagnies pétrolières, comme Total, se réfugient derrière l'hypocrisie de cette loi pour camoufler leurs permis de recherche de gaz et de pétrole de schiste ? Combien seront-ils à prétexter un jour avoir trouvé une alternative viable au « fracking » pour forer tous-azimuts nos sous-sols ?

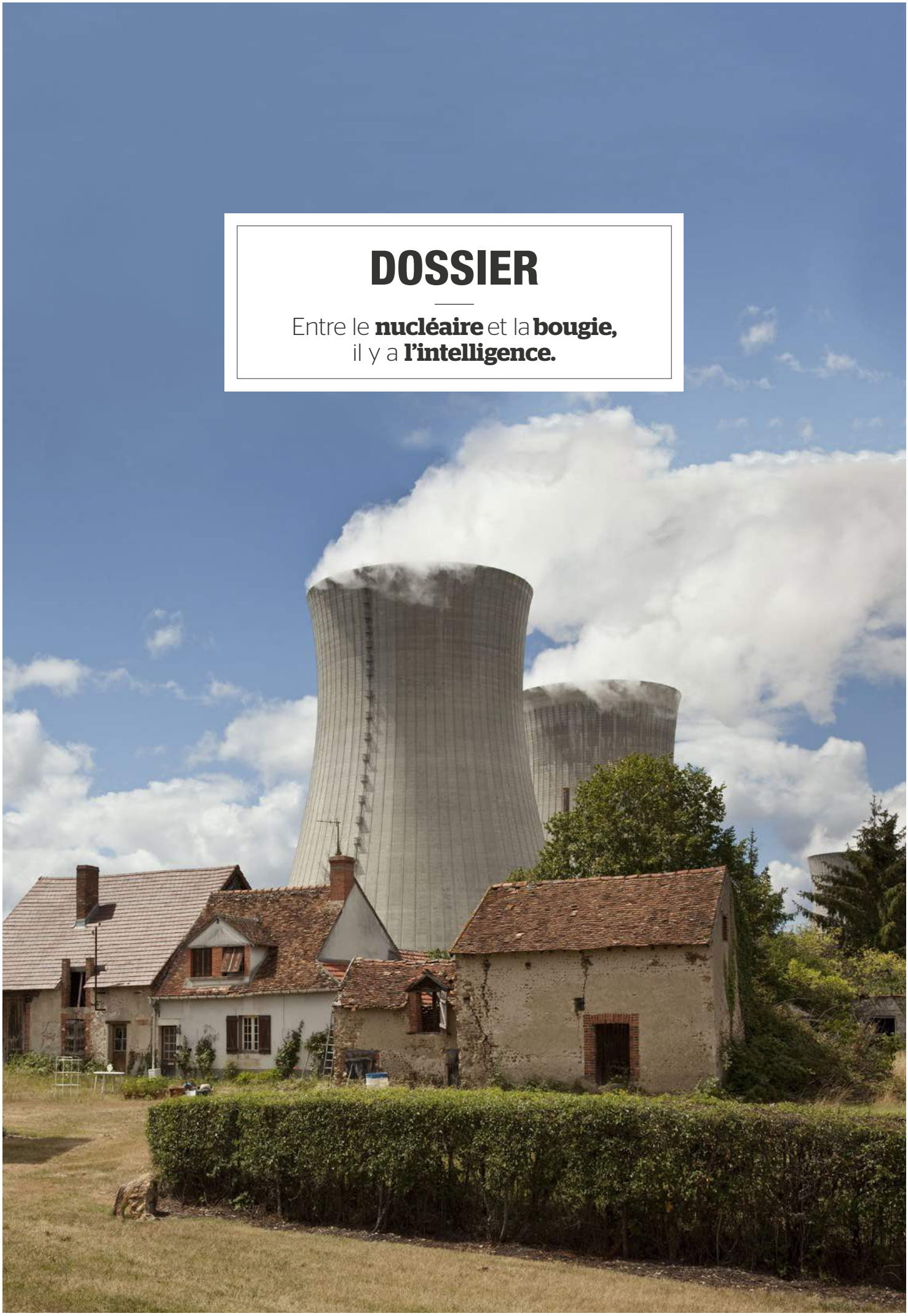
Nous demandons donc au gouvernement français d'interdire définitivement l'exploration et l'exploitation de gaz et pétrole à commencer par les non conventionnels, quelque soit la technique utilisée et de formellement l'inscrire dans la loi via la réforme en cours du Code Minier.

Afin de respecter l'Accord de Paris et de contenir le réchauffement global à 1,5°C d'ici la fin du siècle, la logique impose également d'annuler immédiatement les 54 permis de recherche d'hydrocarbures dits « conventionnels » en cours sur notre territoire.

Les Amis de la Terre
Drôme

DOSSIER

Entre le **nucléaire** et la **bougie,**
il y a **l'intelligence.**



DOSSIER

NUCLÉAIRE : STOP AU RAFISTOLAGE !

La France compte 58 réacteurs, construits pour l'essentiel entre 1977 et 1987 pour une durée de fonctionnement prévue de 30 ans. Ce parc vieillissant devrait donc déjà être fermé mais EDF s'entête à vouloir le rafistoler pour prolonger son activité jusqu'à 50 voire 60 ans, en dépit des risques majeurs et des coûts astronomiques que cela implique. D'ici fin 2020, outre la centrale de Fessenheim que le président Hollande s'est engagé à arrêter, 13 réacteurs dépasseraient les 40 ans !

Les réacteurs vieillissent, le danger augmente.

Le risque d'accident augmente avec l'âge des réacteurs et l'usure des matériels. Certains éléments cruciaux impossibles à remplacer (cuve en acier, enceinte en béton) ou très diffus et donc très difficiles à surveiller (certains câbles, tuyauteries et circuits électroniques) se fragilisent avec le temps. De plus, tous ces réacteurs présentent un niveau de sûreté que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) refuserait pour tout nouveau réacteur. L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire explique lui-même que « dans le cas des centrales existantes, les accidents graves n'ont pas été considérés lors de leur conception. Les modifications envisageables de l'installation sont donc restreintes »[1]. Dans leur grande majorité, les réacteurs actuellement en service ont été conçus avant la catastrophe de Tchernobyl. Ne parlons même pas de Fukushima : Philippe Jamet, commissaire de l'ASN, reconnaît que « jamais la situation de Fukushima, avec un tel cumul de défaillances, n'a été étudiée »[2].

Rafistoler à un prix colossal : 100 milliards ? 250 milliards ?

Heureusement, EDF a la solution : son plan de « grand carénage » ou plutôt de « grand rafistolage ». Un document interne de l'entreprise révélé dans la presse montre que EDF évalue à 100 milliards d'euros les investissements nécessaires pour améliorer la sûreté des réacteurs et prolonger leur fonctionnement au-delà de 40 ans[3]. C'est plus que leur coût de construction, évalué à 96 milliards par la Cour des Comptes !

Et cette estimation est sans doute sous-évaluée : dans une étude publiée en 2014, le cabinet WISE-Paris estime que la mise en œuvre des exigences de sûreté renforcée définies par l'ASN après Fukushima implique des travaux qui coûteraient environ 250 milliards d'euros[4]. Dilapider 100 milliards d'euros - ou plus - pour prolonger le fonctionnement des réacteurs ne ferait que reporter de 10 à 20 ans les investissements massifs qui sont de toute façon nécessaires pour construire le système énergétique des prochaines décennies. Dans l'intervalle, le risque que la France subisse un accident nucléaire majeur ne cessera de s'accroître.

Quel avenir pour les salariés d'EDF ?

On peut également douter de la simple capacité industrielle d'EDF pour mener à bien de tels travaux. Son projet de « grand carénage » exigera 3 fois plus de personnel que la maintenance habituelle. Or, depuis plusieurs années, le personnel d'EDF veilli et des milliers de salariés partent en retraite, aggravant la perte de savoir-faire et l'affaiblissement de la transmission de l'expérience d'exploitation. Deux choses déjà très préoccupantes du fait de la sous-traitance généralisée à des intervenants mal formés et mis sous pression. Plutôt que de vouloir rafistoler à tout prix en créant des emplois précaires et dangereux, le gouvernement doit mettre la pression sur EDF pour fermer ses centrales et engager une vraie politique de reconversion vers une production énergétique entièrement assurée par un mix d'énergies renouvelables.

Xavier Rabilloud -
Réseau « Sortir du nucléaire »

Pour en savoir plus

sur la campagne « Nucléaire : stop au rafistolage » du Réseau « Sortir du nucléaire »
http://www.sortirdunucleaire.org/stop-rafistolage

1/ R&D relative aux accidents graves dans les réacteurs à eau pressurisée : bilan et perspectives, Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, La Documentation française, janvier 2007, p. 6

2/ Fukushima a montré que l'improbable est possible, La Recherche, n°453, juin 20 11, p. 50

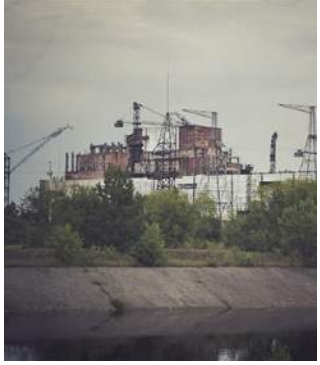
3/ La facture astronomique du nucléaire, Le JDD, 2 mars 2014

4/ L'échéance des 40 ans pour le parc nucléaire français - Processus de décision, options de renforcement et coûts associés à une éventuelle prolongation d'exploitation au delà de 40 ans des réacteurs d'EDF, WISE-Paris / Greenpeace, Yves Marignac

30 & 5 ans
de commémoration

TCHERNOBYL, FUKUSHIMA, DES CATASTROPHES TOUJOURS EN COURS

Le monde va fêter un triste double anniversaire en 2016. Les trente ans de la catastrophe de Tchernobyl en Ukraine (26 avril 1986) et les cinq ans de celle de Fukushima (11 mars 2011). Alors qu'à Tchernobyl, le sarcophage recouvrant les ruines du réacteur incendié menace de s'effondrer à tout moment et de libérer à nouveau de grandes quantités de matières radioactives dans l'atmosphère, à Fukushima, personne ne sait exactement ce qui se passe : où est passé le magma hautement radioactif (corium) issu de la fonte des cœurs des réacteurs ? Difficile à dire car l'accès est toujours impossible. Ce qui est sûr, c'est que de grandes quantités d'eau radioactive continuent d'être relarguées dans l'océan et la nappe phréatique...



40 ans
de fonctionnement

LE CASSE-TÊTE DE FESSENHEIM, POURQUOI LE GOUVERNEMENT TRAÎNE A FERMER LA PLUS VIEILLE CENTRALE EN FONCTIONNEMENT DE FRANCE ?

C'était promis : en 2016, la centrale de Fessenheim fermera. Doyenne des centrales toujours en activité en France, elle aura 40 ans de fonctionnement en 2017. Elle cumule les risques : zone sismique et inondable, couloir aérien, conception défectueuse, incidents à répétition... Fermer Fessenheim, c'est non seulement un impératif en terme de sécurité mais aussi le seul moyen d'affronter les questions qui fâchent sur le démantèlement ou la reconversion industrielle. C'est aussi poser clairement la nécessité de fermer un parc nucléaire vieillissant d'où les reculades incessantes de François Hollande sur le sujet.

10,5 Milliards
d'Euros de coût

EPR DE FLAMANVILLE : UNE FACTURE QUI S'ALOURDIT POUR UN PROJET DANS L'IMPASSE

Ça devait être le projet d'avenir du nucléaire, c'est un gouffre financier dont on ne voit pas le fond. Prévue en 2012, la mise en service de l'EPR de Flamanville est désormais annoncée au mieux en 2018. Des défauts importants dans la composition de l'acier de la cuve et du couvercle ont été constatés par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) mais EDF et AREVA tentent de passer en force. Le nouveau coût de construction annoncé de 10,5 milliards d'euros représente le triple de ce qui était initialement annoncé, venant confirmer une nouvelle fois que le nucléaire bon marché est un mythe.

500 Mètres
de profondeur

BURE, CACHEZ CES DECHETS QUE JE NE SAURAIS VOIR

Depuis 1987, l'État tente de régler l'épineuse question des déchets nucléaires en cherchant à les enfouir dans le sol. Mais enfouir ne résoudra rien. Au-delà des risques colossaux et autres problèmes techniques non-résolus, tôt ou tard, la radioactivité s'échappera. C'est pour cela, qu'à chaque fois que l'État a voulu imposer sa poubelle nucléaire quelque part, les élus et les populations locales sont montés au créneau. Alors, l'Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) a changé de « tactique » en jetant son dévolu sur un petit coin de campagne dans la Meuse : ici, on parle de « laboratoire », de « géologie » et les subventions pleuvent pour mieux faire accepter l'inacceptable. Après plusieurs tentatives de passage en force de la part du gouvernement, en glissant au détour de diverses lois des amendements pour lancer le projet de Centre industriel de stockage géologique (CIGEO), le Conseil Constitutionnel a tranché : l'enfouissement des déchets est un sujet grave qui pourrait impacter une région pour des milliers d'années, il doit donc faire l'objet d'un débat au Parlement en 2016.

MARIE CHRISTINE GAMBERINI,

signataire de l'Appel des Femmes
pour l'Arrêt Immédiat du Recours
à l'Énergie Atomique (http://www.fairea.fr/)

Le « zéro nucléaire » est donc non seulement vital, mais parfaitement praticable à court terme.

INTERVIEW CROISÉE
NUCLÉAIRE : C'EST PAR OÙ LA SORTIE ?

L'étau se resserre sur la politique énergétique française : d'un côté, le vieillissement du parc de réacteurs et le risque croissant d'un accident nucléaire majeur et de l'autre, l'impératif climatique et la nécessité de laisser une grande partie des énergies fossiles dans le sol. Ni nucléaire, ni fossile : c'est possible ?

Marie Christine Gamberini :
Oui et non. Il faut cesser de confondre énergie et électricité. L'uranium fournit moins de 2 % de la consommation finale d'énergie planétaire. Le « zéro nucléaire » est donc non seulement vital, mais parfaitement praticable à court terme. C'est une autre affaire de se passer de fossiles dans une civilisation thermo-industrielle qui repose structurellement sur du pétrole, du charbon et du gaz bon marché, et où la consommation d'énergie a doublé depuis 1973. Même en France où, aberration suprême, plus du tiers des logements sont chauffés à l'électricité, produits pétroliers et gaz représentent l'essentiel de la consommation finale d'énergie. Plafonner, puis restreindre l'emploi des fossiles à des usages relevant du bien commun de l'humanité, dans un cadre de coopération internationale équitable, serait déjà un bon début.

Mathieu Le Dû :
Depuis 2006, Virage-énergie Nord-Pas-de-Calais réalise des scénarios énergétiques à l'échelle de la Région. Ces scénarios de prospective, focalisés tant sur les solutions techniques que sociétales, démontrent chiffres à l'appui qu'il est possible de se libérer progressivement de la dépendance aux énergies fossiles et fissiles. Si l'on avait suivi le plan d'action proposé en 2008, en 2016 trois des six réacteurs de la région seraient déjà fermés. Nos organisations économiques et sociales conditionnent l'essentiel des consommations d'énergie : elles sont les premiers piliers de cette transition. En cumulant les potentiels considérables de la sobriété (jusqu'à 40 % d'économies d'énergie[1]), de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, cette transition est possible. Néanmoins, elle demande une vision et un projet politique bien définis.

Économie d'énergie et développement des énergies renouvelables : est-ce qu'il s'agit de conditions préalables ou de conséquences mécaniques d'une sortie du nucléaire ?

MCG :
Rien n'est jamais mécanique. Et en France, c'est plutôt une rupture franche avec l'atôme qui constitue le préalable d'un réel essor des pratiques énergétiques vertueuses. Il suffirait d'une douzaine de centrales à gaz à cycle combiné comme celle de Futtsu au Japon (5 000 MW) pour remplacer très vite les 63 GWe des 58 réacteurs français. La prise de relais par les ENR et les économies d'énergie - bloquées par un parc nucléaire surdimensionné que l'on ne peut arrêter et redémarrer à volonté, et dont on se borne à évacuer la production de chaleur dans l'environnement aux heures où l'on n'utilise pas d'électricité - seraient alors vraiment favorisées par la baisse de la facture de gaz associée. Par contre, la seule injection d'éolien ou de solaire (il en faut au moins 3 MW pour remplacer 1 MW de nucléaire ou de thermique à flamme) est trop progressive : elle ne peut hélas qu'éponger et verdir abusivement les hausses de consommation liées entre autres à l'essor des NTIC.

MLD :
Les deux. Une sortie du nucléaire impliquera nécessairement l'adéquation de l'offre et de la demande en énergie, et donc des efforts sur les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables. On peut décider de sortir du nucléaire et s'interroger ensuite sur les moyens d'y parvenir, mais on peut aussi décider

1 Virage-énergie Nord-Pas-de-Calais, 2013.
Scénarios de sobriété énergétique et transformations sociétales.

MATHIEU LE DÛ,

ingénieur de recherche
pour Virage Energie
Nord-Pas-de-Calais

La sortie du nucléaire doit être initiée par des politiques volontaristes de sobriété.

plus largement d'une transition vers un modèle de société soutenable sans nucléaire pour des co-bénéfices sur la santé humaine, environnementale ou encore sur les emplois[1]. La sobriété énergétique, indispensable pour une sortie rapide du nucléaire, peut ainsi devenir une politique d'anticipation structurante qui répondrait en parallèle aux questions sociales (précarité), environnementales (qualité de l'air, dérèglement climatique…) ou encore sanitaires (alimentation et santé). Les enjeux sont systémiques.

Sortir du nucléaire soulève de nombreux enjeux complexes et imbriqués. Par où commencer ? Sur quelle(s) bataille(s) concentrer nos forces pour créer un effet de domino ?

MCG :
Toutes les luttes importent. Néanmoins, les REP de l'Hexagone ayant presque tous le même âge, obtenir de premières mises à l'arrêt définitif aurait un effet domino que la fermeture de Superphénix, unique en son genre, ne pouvait entraîner.
Par ailleurs, bloquer la porte d'entrée du « combustible » (l'usine de Malvesi à Narbonne, où converge pour transformation tout l'uranium importé) est au moins aussi crucial que s'opposer à l'enfouissement des « déchets ». Car un réacteur ne « brûle » pas la radioactivité, il en produit. Le jour où la France, pays le plus nucléarisé et nucléarisant de la planète, affichera une volonté diplomatique réelle d'arrêter, la trentaine d'États dotés de réacteurs (et les huit autres qui ont « la » bombe) pourront envisager d'y renoncer. Et ceux qui n'en ont pas auront moins de raisons d'essayer d'en acquérir.

MLD :
Réduction de la vulnérabilité aux risques technologiques, économies financières, diminution des dépendances à un système centralisé et aux importations, justice sociale, créations d'emplois durables et de qualité… La sortie du nucléaire, initiée par des politiques volontaristes de sobriété, dépasse le seul objectif technique et doit être abordée à l'aune de ses co-bénéfices. L'emploi et la faisabilité technique sont des arguments forts à mobiliser. Les études récentes (scénarios négaWatt, Ademe ou Virage-énergie Nord-Pas-de-Calais) démontrent que non seulement une sortie du nucléaire est techniquement possible, mais c'est aussi un choix économique pour la France avec des effets positifs sur l'emploi. Ces arguments sont des vecteurs à mobiliser pour convaincre les décideurs (politiques et entreprises) et les citoyens d'engager un tel virage énergétique et sociétal.

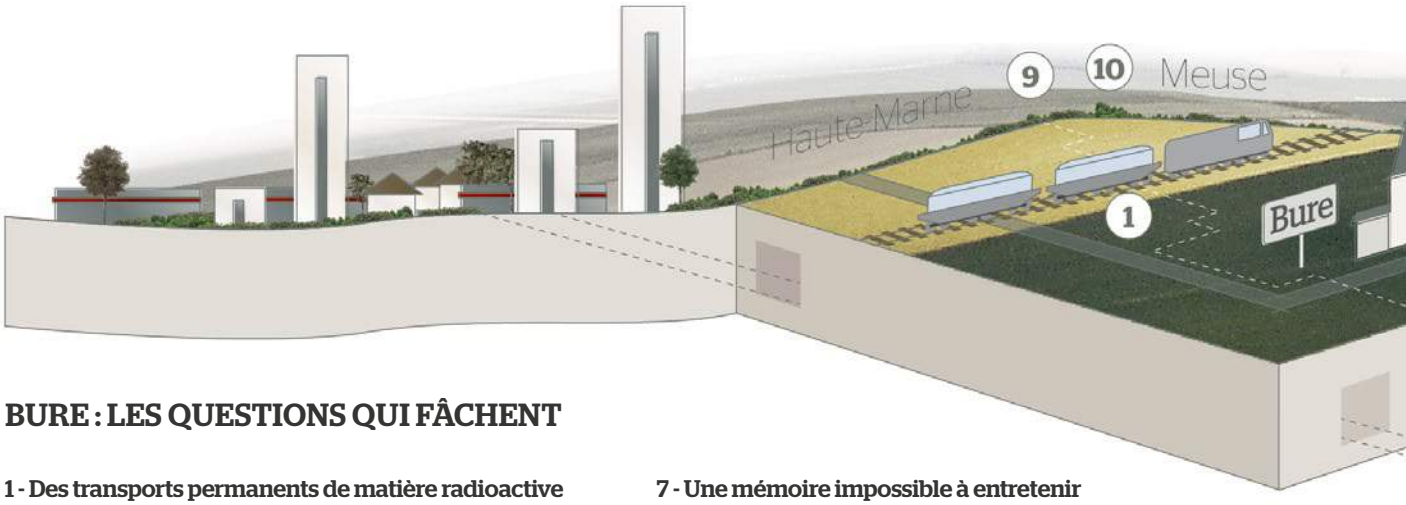
« EN CUMULANT LES POTENTIELS DE LA SOBRIÉTÉ, DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES, NOTRE TRANSITION EST POSSIBLE. »

1 Virage-énergie Nord-Pas-de-Calais, 2016. Mieux vivre en région Nord-Pas-de-Calais : pour un virage énergétique et des transformations sociétales.

DOSSIER

POUBELLE NUCLEAIRE : NI A BURE, NI AILLEURS

L'énergie nucléaire dite « propre » est un mythe, dangereux et injustifiable. A ce jour, aucun pays au monde n'a trouvé de gestion responsable pour ses déchets. Plutôt que de s'attaquer à la racine du problème en arrêtant d'en produire, l'État français essaye d'imposer une autre idée : les enfouir dans le sol. Depuis 1999, c'est à Bure, dans la Meuse, que l'Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs (l'Andra) tente d'implanter, de façon totalement antidémocratique, sa poubelle nucléaire, ou plutôt son « Centre industriel de stockage géologique (Cigeo) ».



BURE : LES QUESTIONS QUI FÂCHENT

1 - Des transports permanents de matière radioactive
Pendant toute sa durée d'exploitation, c'est un ballet permanent de transports de déchets atomiques qui convergeraient vers Bure, au rythme de 2 trains par semaine - et ce dans le plus grand secret des usagers et populations.

2 - Une poubelle en-dessous ... et au-dessus
Avant d'enfouir, il faut stocker les déchets atomiques en surface, le temps de les refroidir. L'Andra achète donc à tour de bras et à bon prix le territoire au-dessus du probable site souterrain (3 000 ha de terres agricoles et forêts début 2016) qu'elle sacrifie aux installations de surface.

3 - Un réseau de galeries fragiles
Cigeo, c'est un immense réseau de galeries de plus de 300 km (15 km²), creusé dans l'argile à 500 m de profondeur. Le 26 janvier 2016, un ouvrier est mort suite à l'effondrement d'une galerie en construction. Un accident tragique qui interpelle : le terrain est-il « viable » pour accueillir pareille installation ?

4 - Un risque d'incendie permanent
Pour beaucoup d'experts, le danger majeur avec Cigeo est l'extrême confinement des déchets nucléaires et la nécessité d'évacuer en permanence la chaleur dégagée. Mais que se passerait-il si le système de ventilation tombait en panne ?

5 - Des fuites de gaz radioactif en surface ?
Au Nouveau-Mexique (Etats-Unis), l'enfouissement des déchets nucléaires a tourné en catastrophe au WIPP (Waste Isolation Pilot Plant). Le 14 février 2014, une balise d'alerte extérieure se déclenche : des traces de plutonium sont retrouvés dans des filtres des cheminées de ventilation. Un fut aurait explosé en profondeur mais impossible d'en savoir plus...

6 - Une pollution irrémédiable de l'eau
Tôt ou tard, la radioactivité s'échappera et contaminera les nappes phréatiques, certainement celles alimentant le Bassin Parisien. L'Andra précise que « les études ont montré que le stockage n'aura pas d'impact avant 100 000 ans ». De quoi nous réjouir ?

7 - Une mémoire impossible à entretenir
Avec des durées de dangerosité pouvant dépasser le million d'années, comment s'assurer que les générations futures ne viendront pas déterrer par inadvertance les fûts radioactifs ?

8 - Un potentiel géothermique : où ça ?
L'Autorité de Sûreté Nucléaire a choisi la Meuse et la Haute-Marne pour l'absence « de ressources exceptionnelles exploitables » en sous-sol. Pourtant plusieurs études indépendantes, dont l'Andra a parfaitement connaissance, indiquent que Bure est situé exactement au-dessus d'une zone à fort potentiel pour la géothermie. Des associations ont engagé un recours juridique à ce sujet !

9 - Vous reprendrez bien un peu de subventions...
Pour mieux faire accepter sa poubelle nucléaire, l'Andra arrose les collectivités locales de plus de 60 millions d'euros de subventions par an. La poubelle nucléaire étant situé en Meuse, le Conseil Départemental de Haute-Marne a exigé que la descenderie - c'est-à-dire le tunnel d'accès principal pour descendre les déchets - soit situé en Haute-Marne, à 5 km de là pour justifier la création d'une zone d'activités interdépartementale dont les revenus seront répartis entre la Meuse (60%) et la Haute-Marne (40%).

10 - Poubelle, ô ma poubelle qui est la plus belle ?
L'image négative de la poubelle nucléaire est neutralisée par du positif : les opérateurs du nucléaire se sont engagés à « faire de la Meuse et de la Haute-Marne des terres d'excellence pour la maîtrise de la demande d'énergie et la réduction des émissions de CO2 par les bâtiments » : parc de 200 éoliennes, parcs photovoltaïques, campagnes d'économies d'énergie ou encore incitation au covoiturage.

11 - Une résistance organisée et déterminée
C'est au cœur du village de Bure, que l'association Bure Zone Libre (appuyée par le Réseau Sortir du Nucléaire) a réussi à acheter une ancienne ferme... au nez et à la barbe de la mairie. La Maison de la Résistance, c'est un lieu ouvert pour s'informer, se rencontrer et s'organiser.

Source : coordination Burestop !
www.burestop.eu

130 ans

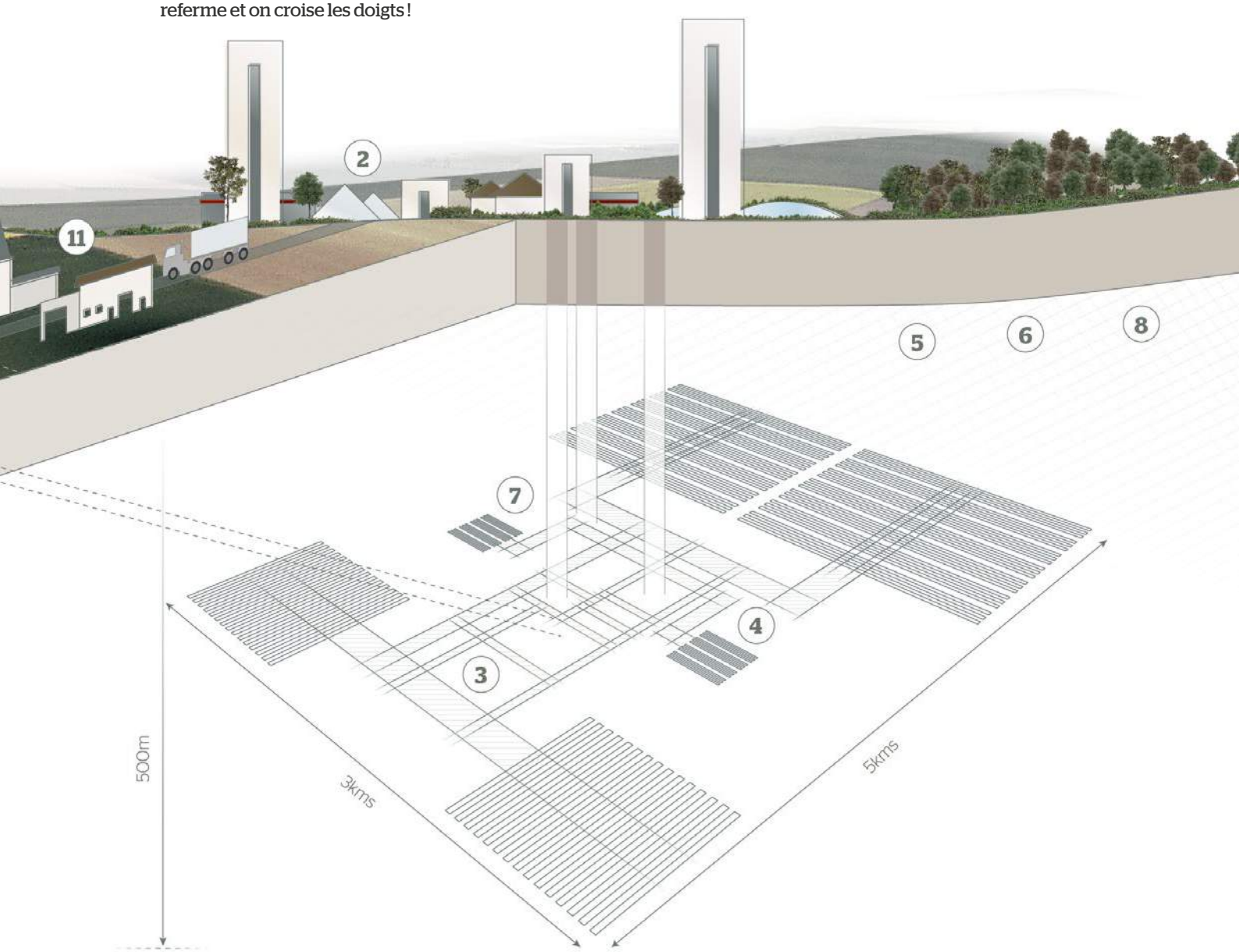
C'est la durée prévue de remplissage de la poubelle nucléaire de Bure. Après, on referme et on croise les doigts !

100 000 m³

C'est la quantité de déchets nucléaires que l'ANDRA souhaite enfouir à Bure.

+2 millions d'années

C'est la durée de vie de certains déchets.



DÉCHETS NUCLÉAIRES, BIENTÔT 30 ANS QUE CELA DURE

1987

L'État annonce son intention d'enfouir ses déchets nucléaires. Quatre départements apprennent qu'ils sont « candidats » (les Deux-Sèvres, l'Ain, l'Aisne et le Maine et Loire).

1991

Face à la résistance citoyenne, changement de tactique : il ne s'agit plus « d'enfouir » mais de créer des « laboratoires de recherche géologique ».

1999

Un décret fixe le 1er « laboratoire » à Bure (Meuse/Haute-Marne) mais l'État doit en chercher un second : c'est la mission « granite ». Partout en France, des collectifs s'organisent pour accueillir cette mission comme il se doit.

2005

L'État constate l'échec de la mission « granite » et lance un débat public où les dés sont pipés. Le choix de Bure est enteriné par une loi en 2006.

2013

Un second débat public rencontre une forte opposition et son boycott fait prendre conscience du refus obstiné au projet Cigéo. L'Etat tente de lancer alors une « phase industrielle pilote » qui serait entérinée - ou non - vers 2018.

Depuis, la contestation ne cesse de s'organiser. L'ouverture est prévue en 2025 mais il reste « quelques problèmes » à régler avant...

DOSSIER

LE GAZ, UNE ENERGIE DE TRANSITION ?

À l'occasion de la COP21, les grandes majors des hydrocarbures comme Total, Engie (GDF Suez) Chevron, ExxonMobil ou Shell ont mené l'offensive pour présenter le gaz comme l'énergie de l'avenir. En France, c'est Total qui a ouvert le bal dès mai 2015 en vantant les atouts du gaz naturel, « la plus propre des énergies fossiles » dans sa nouvelle campagne publicitaire. Il était donc assez logique de croiser le géant russe du gaz, Gazprom, au Grand-Palais lors du salon « Solutions COP21 », expliquer dans une belle plaquette[1] que « le gaz naturel représente le meilleur atout pour relever le défi du changement climatique et contribuer à la décarbonisation du secteur de l'énergie ». EDF ou Areva n'aurait pas mieux dit du nucléaire.

Mais le gaz n'est pas forcément aussi « propre » que cela. Certes, le gaz fossile « conventionnel » est moins dangereux pour le climat que le charbon car il émet presque deux fois moins de gaz à effet de serre mais ça n'est pas le cas du gaz de schiste dont l'exploitation génère d'importantes fuites de méthane qui viennent plomber cet avantage comparatif. Surtout, cela ne règle pas le problème de fond et l'urgence à laisser une grande partie des énergies fossiles dans le sol (dont au moins la moitié des réserves de gaz connue selon une étude publiée dans Nature en janvier 2012).

Aujourd'hui, le système énergétique français est complètement verrouillé par le choix du nucléaire : absorption d'une grande partie des crédits de recherche au détriment des énergies renouvelables, réseau de distribution hypercentralisé (lignes très haute tension) ou encore lobbying intensif pour continuer d'imposer le chauffage électrique dans les logements. Le pire est que la plupart des réacteurs ont été construits il y a plus de 30 ans et arrivent simultanément en limite d'âge.

Nous devons fermer les centrales nucléaires au plus vite pour éviter un accident majeur. Et dans cette phase transitoire, avoir recours au gaz ?

Le point commun à la nécessité de sortir au plus vite du nucléaire et des énergies fossiles, c'est de consommer moins d'énergie ! Or, nous le voyons bien avec le développement de la voiture électrique ou de la publicité, maintenant en vidéo sur des panneaux toujours plus grands, nous organisons notre inexorable fuite en avant.

Se battre pour la fermeture d'une centrale à charbon, d'un gazoduc ou d'une centrale nucléaire, c'est s'attaquer à la même racine du problème, déverrouiller un système énergétique basé sur la consommation sans limite et ouvrir un vrai débat sur nos besoins !

Sylvain Angerand
Amis de la Terre France

1 : https://www.gazprom-energy.fr/actualites/evenements/gazprom-marketing-trading-france-au-salon-solutions-cop21/

2 : http://www.nature.com/nature/journal/v517/n7533/full/nature14016.html

LA FOLIE DES GRANDEURS : QUAND L'UNION EUROPÉENNE PROMEUT DES MEGAPROJETS A L'UTILITÉ CONTESTABLE

En février 2015, la Commission Européenne lançait en fanfare sa nouvelle initiative phare : l'Union de l'énergie. Celle-ci devait concilier l'objectif de bénéficier d'une énergie « plus sûre, abordable et durable » tout en rendant l'économie européenne « plus durable, sobre en carbone et respectueuse de l'environnement ». Un an plus tard, le soufflé est retombé et il semble que l'Europe s'oriente dangereusement vers la promotion de mégaprojets énergétiques perpétuant un modèle économique fondé sur l'exploitation des énergies fossiles.

Tout d'abord, la Commission a dévoilé une liste de projets d'infrastructures énergétiques qui permettront d'intégrer les marchés européens de l'énergie et de diversifier les sources d'énergie et les voies d'acheminement. Ces « projets d'intérêt commun », loins de favoriser les énergies renouvelables, sont en majorité de grands projets d'infrastructures gazieres. Leur mise en avant par la Commission devrait accélérer la mise en œuvre de ces projets et leur permettre d'accéder au soutien financier du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Celui-ci dispose d'un budget de 5,35 milliards d'euros pour la période 2014-2020.

Plus récemment, en février 2016, la Commission a présenté un train de mesures « pour une sécurité énergétique durable » qui constitue en fait un plaidoyer pour une soi-disant sécurité énergétique reposant essentiellement sur l'import de gaz naturel pour lequel la construction de grandes infrastructures est érigée au rang de priorité stratégique. Néanmoins, cette stratégie assumée va à l'encontre de paramètres économiques et climatiques cruciaux pour les prochaines décennies.

Tout d'abord la demande de gaz en Europe n'a de cesse de baisser et les projections de la Commission, notamment si l'on tient compte des objectifs visant à décarbonner l'économie européenne, prévoient une baisse des importations de gaz pour les 35 prochaines années. La Cour des comptes européenne a d'ailleurs récemment critiqué l'approche de la Commission qui surévaluerait ses projections de demande en gaz pour justifier ses investissements dans le secteur. Rien ne justifie donc d'investir dans de nouvelles infrastructures coûteuses et inutiles dont le fardeau financier retombera sur le contribuable et le consommateur.

Ensuite, de nombreuses études montrent que limiter le réchauffement climatique à 2 °C - qui plus est en dessous de 1,5 °C - implique de ne plus construire d'infrastructures dépendant des énergies fossiles à compter de 2017, et que les efforts doivent se concentrer sur le fait de geler les réserves d'énergies fossiles.

C'est dans ce contexte que l'Union européenne décide de soutenir le corridor gazier sud européen, un gazoduc long de 3 500 kilomètres entre l'Azerbaïdjan et l'Italie. Ce projet de gazoduc, au coût faramineux, vise à importer en Europe du gaz provenant d'Azerbaïdjan. Ce nouveau gazoduc hypothéquerait un peu plus les objectifs de décarbonisation de l'économie européenne et enverrait un signal désastreux concernant la prise en compte des enjeux climatiques par l'UE suite à la COP 21.

Il s'agit d'une des plus grandes infrastructures controversées n'ayant jamais vu le jour en Europe. Au-delà de son potentiel impact climatique, la construction de ce gazoduc fournirait un appui considérable au régime au pouvoir en Azerbaïdjan, pays dirigé par Ilham Aliyev qui a fondé son pouvoir sur l'exploitation des richesses pétrolières et gazières du pays. Les droits humains y sont bafoués et le pays connaît une importante vague de répression depuis 2013 : journalistes, avocats, représentants de la société civile et leaders de l'opposition sont régulièrement arrêtés et emprisonnés. Financer le corridor gazier sud-européen reviendrait ainsi à encourager et soutenir les violations des droits de l'homme dans ce pays.

D'autres motifs justifient le non-financement du projet (impacts sur les régions traversées en Italie, Albanie, Turquie et Grèce, doutes sur la régularité des autorisations délivrées sur le tracé du gazoduc, etc.). Ce sont ces raisons qui poussent les ONG à exiger qu'aucun financement public n'aille à la construction de ce nouveau gazoduc, à l'heure ou la Banque Européenne d'investissement, l'une des plus importantes institutions financières au monde, a fait du financement de projet une priorité. Elle envisage de prêter trois milliards d'euros au consortium d'entreprises en charge du développement du gazoduc. Ce serait le plus important prêt de son histoire.

Il est grand temps pour l'Union européenne et ses institutions financières de ne plus soutenir des projets qui aggravent la dépendance des économies européennes aux énergies fossiles et dont la légitimité démocratique est plus que discutable. Cette folie des grandeurs et ce soutien incessant aux grands projets ne font que retarder une transition écologique et sociale juste vers laquelle ces financements doivent être orientés d'urgence.

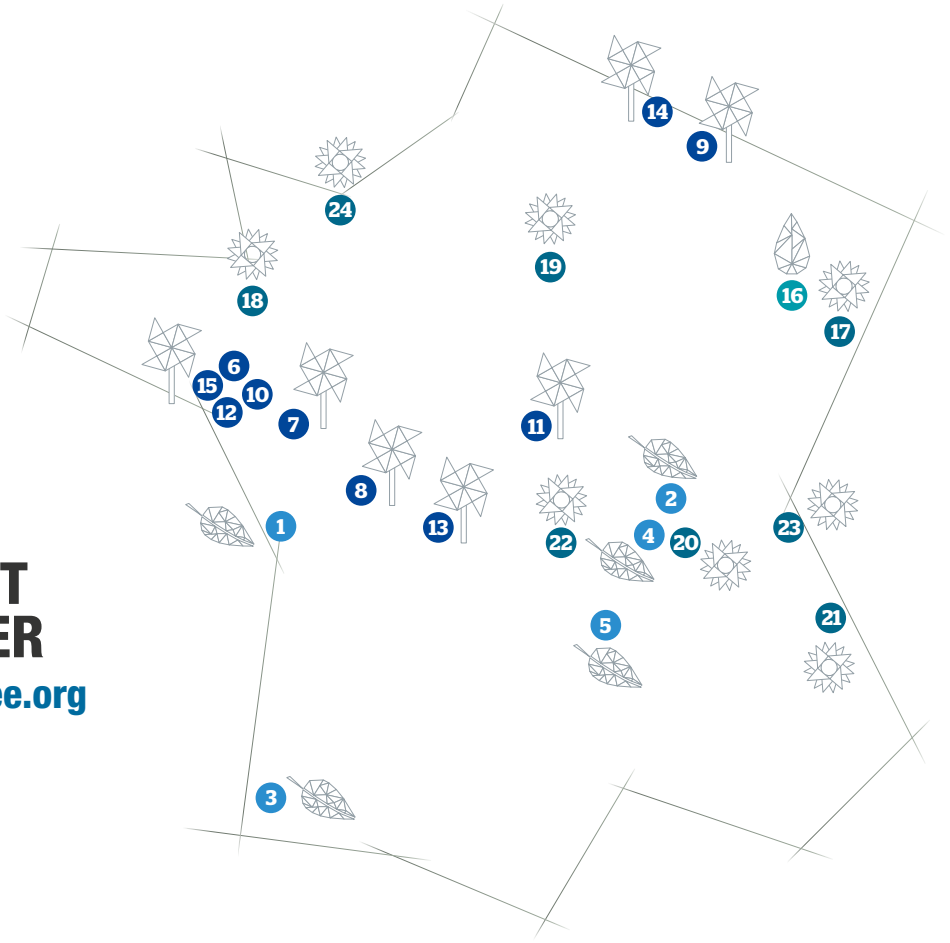
Xavier Sol
Counter Balance

MARCHONS SUR NOS DEUX PIEDS

PANORAMA DE PROJETS VERTUEUX D'ÉNERGIE CITOYENNE.

Née en 2010 de la rencontre d'experts de la finance solidaire et des énergies citoyennes, Énergie Partagée accompagne et finance des projets citoyens d'énergie 100% renouvelable. Chacun peut ainsi choisir de placer son argent au service de la transition énergétique, en souscrivant des actions qui sont investies directement au cœur de projets maîtrisés localement par les citoyens. Panorama des projets vertueux d'énergie citoyenne qui fleurissent sur nos territoires.

DES **DÉTAILS**
SUR CHAQUE **PROJET**
SONT À **RETROUVER**
SUR : **energie-partagee.org**



BIOMASSE

Traiter et valoriser les matières organiques et les déchets verts de leurs exploitations, tels sont les engagements de nombreux éleveurs sur les territoires. Ces projets agricoles, collectifs et écologiques permettent de réduire le recours aux intrants chimiques et de produire une énergie naturelle à réinjecter dans les réseaux locaux.

1. Methadoux
2. Grosne Biogaz
3. Méthalayou
4. Méthamoly
5. Chaudières Modul'R

Empreinte — **12 896** Tonnes équivalent CO2 évitées par an.

Production — Consommation assurée pour **3 665** foyers.

HYDRAULIQUE

Au milieu de la forêt de Raon-L'Etape (88) coule la Meurthe, qui jadis était utilisée pour produire de l'électricité. Démantelée il y a quinze ans, la petite centrale hydraulique reprend vie en 2014 grâce aux efforts des citoyens. Rassemblés au sein d'Ercisol, quelques passionnés se sont fixés comme objectif de réhabiliter les centrales hydrauliques vosgiennes laissées à l'abandon, pour reprendre la production d'une électricité locale et propre. En France, il y a près de 2 000 centrales micro-hydrauliques abandonnées, qu'il est nécessaire de sauvegarder.

16. HydroRaon

Empreinte — **81,6** Tonnes équivalent CO2 évitées par an.

Production — Consommation assurée pour **250** foyers.

ÉOLIEN

Partout, citoyens, associations et élus additionnent leurs forces pour construire leurs propres parcs éoliens et alimenter la consommation locale d'électricité. La transition énergétique dans les territoires passera inévitablement par la participation des citoyens à son financement et aux instances de décision pour maintenir localement ses bénéfices !

6. La Ferme Eolienne d'Avessac
7. La Jacterie
8. Champs Chagnots
9. Les Ailes des Crêtes
10. Isac-Watts
11. Semer des Tilleuls
12. La Limouzinière
13. La Citoyenne
14. Ô Manne Celeste
15. Begawatts

Empreinte — **13 843** Tonnes équivalent CO2 évitées par an.

Production — Consommation assurée pour **54 670** foyers.

SOLAIRE

Les pas de plus vers les circuits courts de l'énergie passent aussi par le toît. Nombre d'acteurs publics et privés transforment leurs toitures en centrale photovoltaique citoyenne. La reflexion s'engage même à l'échelle du bâtiment pour des économies d'énergie à tous les étages !

17. Zusamme Solar Colmar
18. Soleil du Grand Ouest
19. Biocoop du Mantois
20. Giraud Agri Energie
21. Soleil Eau Vent Energie
22. Grappe Solaire des Combrailles
23. Pic Bois
24. Plaine Sud Energies

Empreinte — **163,6** Tonnes équivalent CO2 évitées par an.

Production — Consommation assurée pour **618** foyers.

CONTACTEZ PIERRE SAGOT
communication@amisdelaterre.org

pour nous faire part de vos avis
et envies pour les prochaines Baleines

Retrouvez nos derniers communiqués de presse et téléchargez nos publications sur
www.amisdelaterre.org/Nos-communiques-de-presse.html

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Mars 2016

- En action : tou-te-s à Pau du 2 au 7 avril pour bloquer les fossoyeurs du climat !
- Le combat de Berta Cáceres contre l'impunité des multinationales
- Business as usual au Fonds Vert qui accrédite le Crédit Agricole
- La Commission n'arrive pas à faire avaler le glyphosate aux européens !
- Pas de cadeaux pour les producteurs de déchets radioactifs
- Après la COP21, quid du charbon d'Engie et d'EDF ?

Février 2016

- Monsieur Macron, Madame Royal : la réforme du Code minier ne peut plus attendre
- Affichage de la disponibilité des pièces détachées : carton rouge pour les distributeurs
- TAFTA, les droits des investisseurs étrangers privilégiés aux droits des citoyens ?
- L'agrobusiness nous gave et nous empoisonne !
- Charbon : les plus et les moins des engagements 2015 des banques françaises !
- Procès Cahuzac : des centaines de citoyens remettent 196 chaises à la justice
- Éboulement à Bure et coûts de Cigéo : Ségolène Royal interpellée

Janvier 2016

- Pour que le lobby des afficheurs ne dicte pas sa loi !
- Exploitation d'hydrocarbures : les déclarations politiques doivent être suivies d'effet

CONTACTS

- **GROUPE ASSOCIÉ BIZI !** info@bizimugi.eu
- **AMIS DE LA TERRE BOUCHES DU RHÔNE** bouchesdurhone@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR** contact@dijon-ecolo.fr
- **AMIS DE LA TERRE DUNKERQUE** fournierni@voila.fr
- **AMIS DE LA TERRE DRÔME** drome@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE GERS** amisdelaterre.gers@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE GIRONDE** aurelie.schild@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE HAUTE-LOIRE** hauteloire@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE HAUTE-SAVOIE** contact@amisdelaterre74.org
- **AMIS DE LA TERRE HÉRAULT** AT34@orange.fr
- **AMIS DE LA TERRE HYÈRES** athyeres@sfr.fr
- **AMIS DE LA TERRE ISÈRE** atisere@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE LANDES** catherine.letaconoux@orange.fr
- **AMIS DE LA TERRE LIMOUSIN** martine.laplante87@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE LOIRE-ATLANTIQUE** pathy44.amt@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE MEURTHE ET MOSELLE** meurtheetmoselle@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRÉNÉES** midipyrenees@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE MOSELLE** resistanceterre@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE NORD** nord@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE PARIS** paris@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE PÉRIGORD** perigord@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE POITOU** poitou@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE RHÔNE** amisdelaterre.rhone@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE SAVOIE** amisdelaterre73@yahoo.fr
- **AMIS DE LA TERRE SEINE ET MARNE** seineetmarne@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE VAL DE BIÈVRE** ATVB@wanadoo.fr
- **AMIS DE LA TERRE VAL D'OISE** th.avra@sfr.fr
- **AMIS DE LA TERRE VAL D'YSIEUX** amisdelaterre-val-ysieux@sfr.fr